

## **Résumé des discussions**

[à la suite de la rencontre avec les requérants d'audience,  
tenue à Oka le mardi 8 juin 2004]

### **Projet d'augmentation de la capacité de l'oléoduc dans le secteur du parc d'Oka, par Pipelines Trans-Nord inc.**

#### Les requérants :

- Madame Monique Dorion
- Monsieur Pierre Lauzon

#### Les éléments de discussion

Après les présentations d'usage, la commissaire-médiatrice explique aux requérants d'audience le cadre et le déroulement d'un mandat d'enquête et de médiation confié au BAPE. Par la suite, les requérants sont appelés à présenter les motifs qui les ont menés à demander au ministre de l'Environnement la tenue d'une audience publique durant la période d'information et de consultation publiques.

D'entrée de jeu, l'un d'eux explique le contexte dans lequel s'inscrit leur demande d'audience en soulignant que le territoire du parc national d'Oka subit déjà des pressions, que ce soit par des projets ou des infrastructures en place, susceptibles de menacer l'intégrité de ce parc pourtant voué à la conservation et à la récréation, souligne-t-il. Les requérants estiment que, bien que chaque projet pris individuellement puisse être louable pour certains, ils constituent néanmoins une menace à long terme pour le territoire du parc.

Selon les requérants, plusieurs organismes contestent la légalité même de modifier le gabarit de l'oléoduc dans l'emprise actuelle située à l'intérieur du parc depuis le début des années 1950 de même que la possibilité, pour la Société de la faune et des parcs du Québec responsable de ce territoire, de permettre un déplacement de l'emprise actuelle à l'intérieur du parc, même si ce déplacement implique d'emprunter l'emprise des routes de la Plage et des Collines. Contestant la légalité de réaliser le projet à l'intérieur du parc, les organismes qui s'opposent au projet ont par conséquent décidé de ne pas demander la tenue d'une audience publique.

À titre de citoyen, les requérants ont toutefois demandé un tel mandat afin de signifier au ministre de l'Environnement la contestation du projet dans le milieu et l'importance d'éclaircir et de débattre des divers enjeux soulevés par ce projet lors d'une audience publique où des spécialistes, des experts et des citoyens pourraient s'exprimer beaucoup plus largement que dans le cadre d'une médiation.

Les requérants considèrent qu'ils ne se sentent pas légitimés de négocier des modalités de réalisation du projet au nom de ceux qui s'opposent au projet. Pour eux, la légalité de réaliser ce projet d'oléoduc dans le parc d'Oka doit d'abord être établie. Si tel était le cas, ils considèrent aberrant que le gouvernement puisse permettre le passage d'un oléoduc sur le territoire d'un parc national. D'autres options auraient dû ou devraient être envisagées pour atteindre les objectifs du promoteur afin d'éviter les impacts cumulatifs des divers projets et infrastructures susceptibles d'altérer l'intégrité du parc d'Oka. Par ailleurs, les requérants soulignent qu'une rencontre s'est tenue avec le promoteur le 15 avril dernier au cours de laquelle les groupes et les citoyens présents n'ont toutefois pas obtenu des réponses à leur satisfaction.

Dans ce contexte, les deux requérants d'audience ont clairement indiqué à la commissaire-médiatrice qu'ils ne consentaient pas à entamer des discussions avec le promoteur dans le cadre d'une médiation puisque la justification même de réaliser le projet dans les limites du parc d'Oka est au centre de leurs préoccupations, l'objet même de leur requête, et qu'ils considèrent que la nature des enjeux et des questions soulevés par un tel projet justifient la tenue d'une audience publique.